

Introduction

Dans beaucoup de sociétés, ce sont les femmes qui assument le plus leurs responsabilités envers la famille – en s'occupant des enfants, des personnes âgées et des malades. L'ONU Femmes affirme qu'à travers le monde, les femmes sont 2,5 fois plus impliquées dans une activité de soins que les hommes. C'est une tâche très importante pour les familles et pour la société dans son ensemble, mais elle n'est généralement pas reconnue comme un travail (Elson, 2000), et les femmes ne sont pas payées pour cela, d'où son appellation « d'activité de soins non rémunérée ». Beaucoup de femmes travaillent aussi pour gagner un revenu. Elles doivent le faire parce qu'autrement, leur famille n'a pas assez d'argent. Les femmes travaillent également parce qu'elles le souhaitent ; elles se sentent autonomes en contribuant aux ressources de la famille, et cela renforce leur indépendance. Toutefois, gagner un revenu ne signifie pas que la responsabilité des soins au foyer diminue pour autant – on attend d'elles qu'elles soient à la fois des travailleuses et des femmes au foyer, et cela peut causer bien des difficultés.

Nous savons, par exemple, que la responsabilité d'une activité de garde non rémunérée participe au fait que les femmes soient plus enclines que les hommes à travailler dans des formes d'emplois précaires aux bas salaires. Quand leurs enfants sont très jeunes, les femmes sont plus susceptibles de travailler à temps partiel ou d'arrêter de travailler (Cook et Dong, 2011 ; Razavi, 2011). Que les femmes soient considérées comme des prestataires naturels de soins peut aussi affecter leurs revenus, parce qu'elles sont prédisposées à pratiquer des professions de « soins » mal payées, comme de la garde d'enfants rémunérée ou du travail domestique. (Lund, 2010). À leur tour, de faibles revenus signifient que les femmes n'ont ni le temps ni les moyens nécessaires à consacrer pour la garde de leurs propres enfants. Cela peut les faire se sentir coupables ou déprimées de ne pas pouvoir offrir toute l'attention qu'elles souhaiteraient donner à leurs enfants, ou aux membres de leur famille.

L'emploi précaire, de faibles revenus, et une implication irrégulière dans le marché du travail font que les femmes, en général, vivent dans une bien plus grande insécurité économique que les hommes. Cette précarité économique



*Hakia Latif, colporteuse, transporte des marchandises sur sa tête et son enfant sur le dos dans un marché d'Accra, au Ghana.
Photo : Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage*



*Un groupe de femmes à l'écoute lors d'une réunion nutritionnelle sur l'alimentation saine au Centre BalSEWA, à Ahmedabad, en Inde.
Photo : Paula Bronstein/Getty Images Reportage*

peut durer une vie entière, puisque la perte de revenus résultant d'une activité de soins non rémunérée signifie que les femmes sont moins capables d'épargner de l'argent pour leurs vieux jours. Bien que ce soit un problème qui puisse être éprouvé par toutes les femmes, il est intensément ressenti par les travailleuses de l'informel dans les pays en voie de développement, qui n'ont pas accès aux protections sociales et professionnelles qui peuvent aider les travailleuses de l'économie formelle à concilier la garde des enfants avec un emploi rémunéré. De ce point de vue, la responsabilité d'une activité de soins non rémunérée génère et renforce l'inégalité sociale.

Ce document est un résumé des résultats d'une enquête exploratoire de Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation (WIEGO), et de ses associations affiliées, toutes des organisations de base de travailleurs de l'informel. L'objectif de cette étude était de mieux comprendre comment la responsabilité d'une activité de soins non rémunérée, en particulier toute l'attention dédiée aux jeunes enfants, affecte les revenus et la productivité des travailleuses de l'informel. Il fallait aussi comprendre comment l'implication des femmes dans un travail rémunéré affaiblit leur capacité à s'occuper de leur famille, et découvrir plus avant comment elles réussissent à équilibrer la garde des enfants avec un emploi rémunéré. La recherche vise à proposer des recommandations pour le développement de politiques et de programmes qui pourraient aider les travailleuses de l'informel à mieux harmoniser leur devoir d'attention envers leurs enfants avec, en parallèle, l'amélioration de leur potentiel économique.

Les organisations de base qui ont participé à cette recherche sont la Coopérative Atlimarjom de Joao Monlevade au Brésil (représentant le secteur des récupératrices des matériaux), L'Association des marchés du Ghana (GAMA) et l'Association des vendeurs de rue et ambulant de l'informel du Ghana (IHVAG), à Accra au Ghana (représentant les secteurs du commerce de rue et de marché), L'Association des femmes indépendantes (SEWA) à Ahmedabad, en Inde (représentant les travailleuses à domicile, les vendeuses de rue, et les agricultrices), l'Association sud-africaine des travailleurs informels (SAIWA) à Durban, en Afrique du Sud (représentant les vendeuses de rue, de marché, et les récupératrices des matériaux), et HomeNet Thaïlande (HNT) à Bangkok, en Thaïlande (représentant les travailleuses à domicile, les vendeuses de rue et de marché). Au total, 159 travailleuses de l'informel ont été interrogées entre le mois d'octobre et le mois de décembre 2015, par une combinaison de groupes focaux et d'entretiens individuels. 90 % des femmes interrogées s'occupaient d'enfants de moins de 6 ans. Pour une analyse complète de l'échantillon, merci de consulter le rapport d'étude complet.

La relation entre la garde d'enfants et les revenus des travailleuses de l'informel

L'enquête a montré que la garde d'enfants peut affecter les revenus des travailleuses de l'informel de différentes façons, dont les suivantes :

i) Modification du choix de l'emploi

D'après d'autres recherches, nous savons que lorsque les femmes doivent veiller sur de jeunes enfants, elles ont tendance à choisir un emploi qui est plus souple, mais dont les horaires sont irréguliers et la rémunération plus faible (Cook et Dong, 2011). C'était aussi le cas dans cette étude. En Thaïlande, les travailleuses à domicile disaient qu'elles étaient conscientes que « travailler en dehors » du foyer signifierait qu'elles pourraient avoir une activité plus régulière et mieux payée, mais elles ressentaient qu'il était plus logique pour elles de rester à la maison, où elles pouvaient gagner un revenu, s'occuper des enfants et des tâches ménagères. Les récupératrices des matériaux en Afrique du Sud disaient quelque chose de similaire ; que la raison pour laquelle elles avaient choisi ce travail très mal payé était parce qu'il leur permettait d'être flexible avec leurs heures de travail, leur donnant ainsi plus de temps pour veiller sur leurs enfants.

ii) Modification des horaires de travail

S'occuper des enfants altère les horaires de travail des femmes de telle sorte qu'elles gagnent moins d'argent. À Accra, les meilleurs moments pour le commerce de rue



Un bébé de 6 mois, fait la sieste pendant que sa mère travaille dans une usine de confection à Bangkok, en Thaïlande.
Photo : Paula Bronstein/Getty Images Reportage

« Avant quand je n'avais pas un petit enfant, je travaillais jusqu'à tard, vers 16:00 ou 17:00. Les camions apportent de bons produits en fin de journée et j'ai le sentiment que je laisse passer tout cela. »

Une vendeuse de marché sud-africaine

vente. En Afrique du Sud, une commerçante regrettait d'avoir dû écourter sa journée de travail afin d'aller chercher son enfant à la garderie, ce qui lui faisait rater l'achat des meilleurs produits de gros qui n'arrivaient au marché que plus tard dans la journée.

iii) Baisse de productivité à l'intérieur et à l'extérieur du foyer

Quand les femmes gardent leurs jeunes enfants avec elles pendant qu'elles travaillent, cela peut diminuer leur productivité, ce qui affecte donc leurs revenus. Dans cette enquête, la plupart des femmes qui gardaient leurs enfants avec elles étaient des travailleuses à domicile. Elles se

sont tôt le matin, quand les gens vont au travail, et le soir, quand ils rentrent chez eux. Cependant, « ce sont aussi les moments où votre enfant a le plus besoin de vous » – pour le petit-déjeuner et pour être emmené à l'école – faisait remarquer une commerçante ghanéenne. Cela signifie que les marchandes avec de jeunes enfants peuvent ne pas être en mesure de travailler pendant les heures les plus rentables de la journée. La modification des horaires de travail peut également affecter l'achat, aussi bien que la

plaignaient qu'essayer de travailler tout en s'occupant des enfants les épuisait, et que cela détournait leur attention de la fabrication de leurs articles. Elles disaient aussi que les jeunes enfants pouvaient abîmer les produits sur lesquels elles travaillaient, ce qui les obligeait à passer du temps à les réparer. « Mon petit-fils attrape et tire les filets de pêche... Parfois, ils se déchirent et je dois les réparer », racontait une travailleuse à domicile thaïlandaise qui fabrique des filets de pêche.

Certaines femmes qui travaillent en dehors du foyer gardent aussi leurs enfants avec elles. Cela peut se révéler très compliqué, en particulier pour les femmes travaillant dans l'espace public, où l'infrastructure n'est pas adaptée pour de jeunes enfants. Dans un des cas, une marchande sud-africaine indiquait qu'elle ne pouvait pas venir au travail quand le temps était mauvais, parce qu'il n'y avait pas d'abri pour son enfant.

« Quand les enfants ne sont pas avec nous, nous pouvons travailler plus vite... (Mon enfant) interfère avec mon travail. Je cuisine du « rotis » (pain plat) pour la vente. J'ai toujours peur qu'il touche la grille chaude et qu'il se brûle. À d'autres moments, il sort de la maison en courant et je dois courir après lui pour le ramener. »

Une travailleuse à domicile indienne



Kasha Solanki, une éducatrice du Centre d'accueil de jour de BaSEWA à Ahmedabad, en Inde, est assise aux côtés d'un de ses élèves, de 3 ans.
Photo : Paula Bronstein/Getty Images Reportage

L'étude a également décelé que la relation entre les revenus des femmes et leurs responsabilités de soins fonctionnait dans les deux sens. En limitant la quantité et la qualité de leur temps de travail, les responsabilités de soins ont un impact sur la somme d'argent que les femmes peuvent gagner. Dans le même temps, travailler pour de l'argent affecte aussi la quantité et la qualité de l'attention que les femmes peuvent donner à leurs enfants. Un certain nombre des travailleuses de l'informel parlaient de la fierté qu'elles ressentaient de pouvoir gagner de l'argent pour

« **Je prends mon enfant au travail avec moi, mais quand le temps est mauvais, comme lorsqu'il pleut, qu'il y a du vent ou qu'il fait très chaud, parce qu'il n'y a pas d'abri où je travaille, je ne peux pas emmener l'enfant, alors je reste à la maison.** »

Une marchande sud-africaine

la famille. Néanmoins, elles s'inquiétaient aussi de ce que leurs horaires de travail étendus faisaient à leur vie de famille. En Inde, une femme se désolait que sa famille ne puisse plus partager les repas à cause de leurs différents horaires de travail. De plus, les femmes disaient qu'elles avaient l'impression de négliger leurs enfants quand elles allaient au travail, s'inquiétant des effets négatifs sur l'éducation, la santé et le développement général de leurs enfants. Elles ajoutaient que cela augmentait leur niveau de stress et compliquait leur concentration au travail.

Un fort sentiment issu des entretiens était que la responsabilité de la garde d'enfants devrait être considérée comme une responsabilité sociale collective, parce que les femmes n'avaient simplement pas le temps de fournir à la fois des revenus, et l'attention adéquate pour leurs enfants. Au Brésil, les participantes pensaient que c'était la responsabilité de l'État de soutenir les femmes travailleuses, avec des politiques publiques comme la mise en place de garderies accessibles, et des programmes de santé et d'éducation pour compenser le temps que les mères ne peuvent pas passer avec leurs enfants.

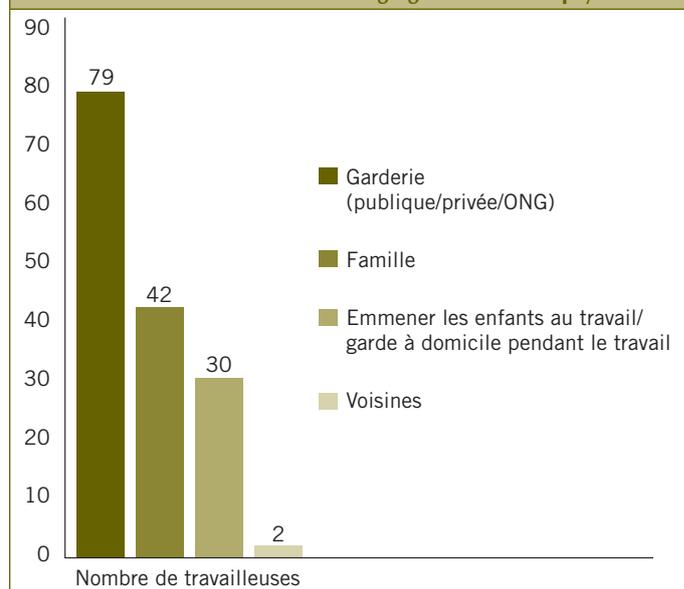
« **Parfois, vous pouvez beaucoup penser aux enfants quand ils sont loin de vous ; vous voyez comment d'autres enfants sont bien traités et vous savez que vous ne faites pas assez pour les vôtres. Cela peut vous faire perdre votre concentration sur le marché, à tel point que vous ne pouvez simplement plus bien vendre.** »

Une vendeuse de marché ghanéenne

Les modes de garde utilisés par les travailleuses de l'économie informelle

La figure 1 donne le détail des différents modes de gardes d'enfants utilisés par les travailleuses de l'informel interrogées pour cette enquête. La majorité des participantes (52 %) comptaient sur un établissement de garderie comme mode de garde principal pendant leur travail. Le deuxième mode de garde le plus courant (27 %) était celui qui était

Figure 1 : Les principaux modes de garde utilisés par les travailleuses de l'économie informelle. Données agrégées de tous les pays



“Nos enfants ne reçoivent pas l'attention qu'ils méritent”



*Une travailleuse à domicile coud des vêtements tandis que ses petits-enfants jouent dans leur maison à Bangkok, en Thaïlande.
Photo : Paula Bronstein/Getty Images Reportage*

assuré par des membres de la famille, en général une grand-mère, une tante ou une fille plus âgée, suivi par les solutions d'emmenant les enfants au travail, ou travailler et garder les enfants chez-soi (20 %).

Une enquête menée dans 31 pays en voie de développement a montré que seulement 4 % des travailleuses avaient accès à un service de garde d'enfants organisé (ONU Femmes, 2015). Dans notre étude, beaucoup plus de femmes ont accès à ces services. Ceci est dû au contexte des pays où l'étude fut menée, et aussi parce que les femmes interrogées étaient des membres d'organisations qui ont entrepris à la fois d'instruire leurs adhérentes sur les services de garde d'enfants et qui, dans le cas de SEWA, leur ont même proposé de tels services. En Inde, hormis les centres de puériculture de SEWA, les femmes ont aussi accès aux centres publics et gratuits du « Programme de développement intégré de l'enfant » (ICDS). Au Brésil, l'État fournit une garde d'enfants gratuite depuis les années soixante (Ogando et Brito, 2016), et au Ghana, les femmes déclaraient qu'elles pouvaient inscrire leurs enfants à la maternelle dès l'âge de 1 an.

Les organismes de garde d'enfants utilisés par les femmes dans cette étude n'étaient pas tous les mêmes. Les différentes sortes de centres utilisés peuvent être résumées comme suit :

- Les établissements de garderie publics mis à disposition par l'État (le Brésil, quelques femmes en Inde utilisant l'ICDS, et la Thaïlande, où la municipalité de Bangkok assure certains services gratuits de puériculture).

- Les établissements de garderie associatifs soumis à la réglementation de l'État, et mis à disposition par des organisations de base ou des ONG (tels que ceux fournis par SEWA en Inde).
- Les établissements de garderie informels privés, non réglementés par l'État, et qui sont gérés par des membres de la communauté (établissements les plus couramment utilisés par les femmes en Afrique du Sud).
- Les établissements d'éducation préscolaire rattachés aux écoles (au Ghana).

Toutes les femmes dans cette enquête ne souhaitent pas envoyer leurs enfants dans un centre de garderie – en Thaïlande, un groupe de travailleuses à domicile disait : « C'est du bonheur de s'occuper de nos propres enfants et les élever », même si c'est « épuisant » de travailler en même temps que de veiller sur des enfants, et que cela implique de faibles revenus. Cependant, beaucoup de femmes disaient aussi qu'elles préféreraient ne pas avoir à garder leurs enfants avec elles quand elles allaient travailler ; non seulement parce que cela détournait leur attention du travail, mais aussi parce que les lieux de travail peuvent être des endroits dangereux pour les jeunes enfants. C'était particulièrement le cas pour les femmes qui travaillaient dans l'espace public urbain, comme les vendeuses de rue et de marché, ou les récupératrices des matériaux, qui racontaient s'inquiéter de perdre leurs enfants ou qu'ils aillent courir sur des routes à fort trafic. Les travailleuses à domicile rapportaient aussi des histoires de jeunes enfants avalant des objets dangereux qu'elles utilisaient pour leur travail, développant des problèmes respiratoires à cause de l'inhalation de poussières



*Rattana Chalermchai travaille comme employée de confection à domicile tout en s'occupant de sa petite-fille à Bangkok, en Thaïlande.
Photo : Paula Bronstein/Getty Images Reportage*

et de fumées, et s'égarant dans le voisinage pendant que leurs tuteurs étaient occupés par le travail.

D'autres femmes disaient qu'elles préféraient avoir un membre de la famille digne de confiance pour veiller sur leurs enfants. Néanmoins, de tels arrangements n'étaient pas non plus sans problème. En Afrique du Sud, les femmes se plaignaient que les membres de la famille et les voisins devaient être payés pour leur travail de garde : ce n'était pas un compromis gratuit. Et au Ghana, les femmes ajoutaient qu'elles ne faisaient pas toujours confiance à leur famille sur la qualité de l'attention donnée. En Inde, les filles plus âgées devaient souvent s'occuper de leurs jeunes frères et sœurs, ce qui les empêchait d'aller à l'école (ASK, 2011). En Thaïlande, un grand nombre de femmes interrogées étaient elles-mêmes des grands-mères qui veillaient sur leurs petits-enfants pour que leurs enfants puissent aller au travail. Dans bien des cas, leurs enfants n'étaient pas en mesure de contribuer financièrement à cause de leurs bas salaires, ce qui signifiait que les grands-mères avaient dû monter des affaires afin de gagner suffisamment d'argent pour élever leurs petits-enfants.

Bien que les travailleuses qui pouvaient accéder aux établissements de garderie aient aussi des griefs, elles bénéficiaient de réels avantages. Les travailleuses à domicile notaient combien cela soulageait leur anxiété et leur permettait de mieux se concentrer sur le gain d'un revenu. Au Brésil, une récupératrice des matériaux qui avait récemment emménagé en ville, et qui n'avait pas de famille sur laquelle s'appuyer, disait que la garderie était essentielle pour lui permettre de travailler, en particulier étant donné

que les conditions de son travail étaient dangereuses et non adaptées pour des enfants. « Sans garde de jour, je ne peux pas travailler. Quand il n'y a pas de garde de jour, je ne travaille pas », affirmait-elle. En Inde, les centres de puériculture de SEWA ont démontré qu'ils aidaient les femmes à accroître le nombre de leurs jours de travail, soit une augmentation de leurs revenus allant de 500 à 1000 roupies (8 à 16 \$ US) par mois (ASK, 2011). Il était également reconnu que les organismes de garde pouvaient donner aux enfants un bon départ dans la vie en fournissant des débouchés pédagogiques que les mères ne pouvaient pas toujours assurer. « J'emmène mon enfant à l'école pour qu'il ait un avenir radieux – je ne veux pas qu'il soit comme moi », confiait une marchande ghanéenne.

En considérant ces facteurs, nous avons tenté dans notre étude de découvrir pourquoi 48 % des femmes interrogées n'utilisaient pas de centre de garderie. Les raisons les plus notables sont les suivantes :

Le coût : c'est un obstacle important, en particulier pour les femmes travailleuses pauvres.

Dans cette enquête, le coût des services de garde était un problème majeur pour les femmes d'Afrique du Sud, où il n'y a pas d'offre publique pour les enfants de moins de 3 ans. Les coûts d'une garde d'enfants ne se rapportent pas seulement aux honoraires, mais aussi aux horaires d'ouverture et à l'éloignement qui, s'ils ne sont pas adaptés, peuvent faire augmenter les frais de manière significative.

Heures d'ouverture : les heures d'ouverture des garderies ne correspondent pas souvent aux horaires des travailleuses de l'informel – elles ouvrent après que le travail ait commencé, et ferment avant qu'il ne soit fini. Dans ce cas, les femmes doivent trouver des solutions alternatives, soit en se reposant sur la famille et les voisins pour couvrir les intervalles (ce qui peut augmenter le coût total

« **J'ai essayé la crèche pour mon enfant autrefois... Il y avait beaucoup de frais ; avant d'aller au travail, je devais payer quelqu'un pour s'occuper d'elle en attendant la voiture qui l'emmenait à la crèche. La personne devait aussi s'en occuper une fois que la crèche avait fermé... Donc je devais payer pour cette personne, pour le transport et pour la crèche.** »

Une commerçante sud-africaine



Mayuri Suepwong est une mère célibataire travaillant comme employée de confection à domicile à Bangkok, en Thaïlande. Sa fille vient l'assister après l'école. Photo : Paula Bronstein/Getty Images Reportage

d'une garde d'enfants) soit en raccourcissant/altérant leurs horaires de travail.

Distance : si le centre est trop éloigné du lieu de travail et/ou de résidence des femmes, elles sont moins disposées à utiliser la garderie à cause du désagrément et des frais associés aux longs trajets.

Qualité de la garde : c'était un souci majeur pour toutes les travailleuses. Les bénéficiaires des centres de garderie sont bien moindres quand les femmes ne font pas confiance à la qualité de l'attention qui est accordée à leurs enfants. Ne pas avoir confiance signifie aussi que les femmes sont plus enclines à se tourner vers d'autres types de garde.

Politiques publiques pour aider les travailleuses de l'informel à concilier la garde d'enfants et le travail rémunéré

La nature du travail informel, avec ses faibles revenus, ses horaires étendus et aucune protection sociale ou professionnelle, complique la manière dont les femmes et les hommes voudraient pouvoir s'occuper de leurs enfants. Améliorer les conditions de l'emploi dans l'économie informelle est essentiel et requiert de grands changements de politiques économiques et sociales (Chen, Jhabvala et Lund, 2011). Dans le même temps, cette recherche suggère qu'il existe aussi une nécessité de politiques sociales qui puissent aider les femmes à concilier leur devoir de garde et leur responsabilité professionnelle ; ce qui leur permettrait d'améliorer leurs revenus, de soulager leur stress, leur inquiétude, et la charge pesant sur les autres membres de

la famille, en particulier les grands-mères et les filles plus âgées, qui doivent souvent supporter le poids de la garde lorsque les parents ne sont pas en mesure de le faire.

La mise à disposition d'organismes de garde d'enfants publics, qui soient abordables et de bonne qualité, est une voie décisive à emprunter pour l'État s'il souhaite aider les travailleuses de l'informel à ce sujet. SEWA a démontré que ses centres de puériculture peuvent améliorer les revenus des femmes, et offrir aux enfants des travailleuses de l'informel une base solide dans la vie (ASK, 2011). L'ONU Femmes (2015) partage le même avis. Elles soutiennent dans leur rapport de 2015 sur les « Progrès des femmes dans le monde » qu'en plus de bénéficier aux femmes travailleuses et à leurs enfants, la mise à disposition d'organismes de garde publics peut créer davantage d'emplois, et de meilleure qualité, pour les femmes en tant que prestataires de soins. Si c'est bien le cas, quelles sortes d'établissements de garderie conviendraient le mieux aux travailleuses de l'informel ? Comme cette recherche l'a montré, toutes les garderies ne sont pas perçues comme étant pareillement utiles, et

« **Lorsque je devais m'occuper de mon bébé quand il était nourrisson, je ne pouvais rien faire d'autre et j'ai perdu mon revenu. Le jour où je reprendrai une activité, j'aimerais que quelqu'un veille sur mon enfant pour que je puisse me concentrer sur le travail.** »

Une travailleuse à domicile thaïlandaise

Pour convenir de la meilleure façon aux travailleuses de l'informel, les garderies devraient :

- **Être abordables** : la garde des enfants devrait être soit gratuite, soit subventionnée par l'État.
- **Avoir des horaires d'ouverture adaptés aux travailleuses de l'informel** : au Brésil, les récupératrices des matériaux se sont organisées et ont plaidé pour obtenir une garderie qui soit ouverte de 7 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir, afin de correspondre avec leurs heures de travail. Pour éviter aux prestataires de garde de faire trop d'heures, la journée a été divisée en quatre roulements. (Ogando & Brito, 2016).
- **Fournir un service de bonne qualité** : une infrastructure de base devrait être en place, il devrait y avoir suffisamment de personnel qualifié, de la nourriture saine devrait être servie, et les prestations devraient comporter une composante éducative et sanitaire.
- **Fournir de bonnes opportunités de travail aux travailleuses du secteur** : elles devraient être au moins payées un salaire minimum, avoir des horaires de travail réguliers, et pouvoir bénéficier de formations.
- **Être participatives et tournées vers la communauté** : les travailleuses de l'informel devraient être incluses en tant que parties prenantes dans la gouvernance et la gestion des centres, et des canaux de communication efficaces devraient être établis entre les parents et les travailleuses des garderies. SEWA a démontré que si on employait des travailleuses issues de la communauté, ces canaux de communication sont ouverts de façon plus naturelle.
- **Être dans un emplacement convenable** : une garderie bien située devrait être soit proche des foyers, soit proches des lieux d'activité des travailleuses de l'informel, afin que le transport n'augmente pas les frais de garde.

beaucoup d'entre elles sont organisées de telles façons que les travailleuses de l'informel ne peuvent pas y accéder. L'encadré 1 ci-dessous résume les caractéristiques d'un établissement de garderie que les travailleuses de l'informel de cette enquête ont définies comme étant les plus utiles pour elles.

Conclusion

La structure de l'économie mondiale met à mal la capacité des familles à veiller sur leurs enfants. En particulier pour les femmes travailleuses de l'informel, la situation est très difficile : elles travaillent pour gagner de faibles revenus et se battent pour subvenir à leurs besoins de base, tout en s'occupant aussi de leur famille. Dans ce contexte, la mise à disposition de services de garde d'enfants abordables et de bonne qualité est une direction essentielle par laquelle améliorer les revenus des femmes et permettre leur autonomisation économique, sociale et politique. L'accès à la garde d'enfants devrait être perçu comme un droit du travail pour toutes les travailleuses de l'informel, qu'elles soient salariées ou indépendantes, travaillant de chez elles ou à l'extérieur.

Sources

- Association for Stimulating Know How (ASK). 2011. "SEWA: Child Care Impact Assessment Report." Haryana: ASK.
- Chen, M, R. Jhabvala et F. Lund. 2011. "Supporting Workers in the Informal Economy: A Policy Framework." Document préparé pour le Groupe de travail de l'OIT sur l'économie informelle. Genève : WIEGO & ILO.
- Cook, S. et X. Dong. 2011. "Harsh Choices: Chinese Women's Paid Work and Unpaid Care Responsibilities under Economic Reform." *Development and Change*, 42 (4): 947-965.
- Elson, D. 2000. "Progress of the World's Women 2000." New York: UNIFEM.
- Lund, F. 2010. "Hierarchies of care work in South Africa: Nurses, social workers and home-based care workers." *International Labour Review* 149 (4): 495-509
- Ogando, A.C et M. Brito. 2016. "WIEGO Child Care Initiative: Latin America Policy Scoping." Cambridge, MA : WIEGO.
- Razavi, S. 2011. "Rethinking Care in a Development Context: An Introduction." *Development and Change*, 42 (4): 873-903.
- ONU Femmes. 2015. *Le progrès des femmes dans le monde 2015-2016 : Transformer les économies, réaliser les droits.* New York : ONU Femmes.